

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 54 (1913), p. 221-230

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__221_0

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5. — MAI 1913

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 AVRIL 1913

SOMMAIRE. — Adoption du procès-verbal de la séance du 19 mars 1913 — Election de trois membres titulaires. — Présentation de cinq membres titulaire. — Nécrologie — Correspondance et présentation d'ouvrages par M le Secrétaire général. — Rapport présenté par M. Alfred Neymarck, au nom du Conseil, pour l'attribution à M. Gaston Roulleau de la médaille Bourdin — Communication de M. Mourre sur les prévisions des crises commerciales. Discussion : MM. Lucien March, Roulleau, Yves Guyot, Lescure, Wattelet — Communication de M E. Borel sur des considérations statistiques concernant le taux de l'intérêt. Discussion : MM. Roulleau, Yves Guyot, Barriol, Cadoux, Charles Laurent, Deschamps, Le Vasseur. — Fixation de la date et de l'ordre du jour de la séance de mai

La séance est ouverte à 21 heures sous la présidence de M. CADOUX, président, qui met aux voix le procès-verbal de la séance du 19 mars 1913 ; ce procès-verbal est adopté.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que MM. Georges BÉNARD, Marcel BÉNARD et PILLET ont été présentés comme membres titulaires à la séance de mars ; leur élection est prononcée à l'unanimité

Il a reçu les demandes de candidatures suivantes :

M. Henry BAUER, associé de la Banque Périer et C^{ie}, 59, rue de Provence, présenté par MM. Norberg, Lustgarten et Barriol.

M. Paul LE VASSEUR, directeur de la Compagnie d'assurances générales contre l'incendie et les accidents, 87, rue de Richelieu, présenté par MM. Arnaud et Barriol.

M. ITHIER, professeur à la Faculté de droit de Paris, 10, rue Servandon, présenté par MM. F. Faure, Truchy et Souchon.

M. ALLIX (Edgar), professeur à la Faculté de droit de Paris, 14, rue de l'Assomption, présenté par MM. F. Faure, Truchy et Souchon.

M. DE PEYERIMHOFF, secrétaire général du Comité des houillères de France, professeur à l'École des sciences politiques, 55, rue de Châteaudun, présenté par MM. d'Eichthal, Faure et Malzac

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture de la correspondance et présente les ouvrages reçus depuis la dernière séance

Il présente tout d'abord la leçon d'ouverture au collège de France de notre

sympathique collègue, Jean Brunhes, qui vient de partir pour Sofia ; dans cette leçon il a tenu à parler de notre ancien et éminent président Levasseur, et d'intéressants passages sont consacrés aux rapports entre la géographie et la statistique, Il a également tenu à faire connaître aux milieux des géographes les idées de M. Borel qui, précisément, parlera ce soir ; il y a là une convergence de sympathie et de vues entre nos deux collègues qui mérite d'être signalée.

Parmi les publications officielles, M. le secrétaire général signale : les statistiques de la Norvège et de la Hollande ; les annuaires statistiques de la République mexicaine, du Wurtemberg, des villes de Dresde et de Hanovre ; le rapport sur les habitations ouvrières de Milan ; les études de statistique territoriale mexicaine dues à notre collègue Salvador Echagaray ; la statistique sanitaire de la France ; le rapport des délégations algériennes, etc. Parmi les publications privées, il signale la *Théorie de l'Homme moyen*, de M. Halbwachs ; *Agriculture au Katanga*, de M. A. Hock (publication de l'Institut Solvay).

M. le PRÉSIDENT annonce que le D^r Robert MEYER lui a notifié officiellement sa nomination au titre de président de la Commission impériale et royale des statistiques de l'Autriche-Hongrie, en remplacement du regretté D^r MISCHLER, décédé le 28 décembre 1912. La Société s'associe à son Président pour féliciter cordialement l'honorable D^r MEYER, dont on connaît les beaux travaux statistiques et les cours professés à l'Université de Vienne.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, après avoir exprimé les regrets que cause l'absence trop motivée de M. Neymarck, donne lecture du rapport établi au nom du Conseil par le rapporteur, M. Alfred NEYMARCK, sur l'attribution du prix Bourdin à M. Gaston ROULLEAU. On trouvera ce rapport page 227.

M. le PRÉSIDENT, aux applaudissements unanimes des assistants, remet à M. ROULLEAU la médaille du prix Bourdin et lui exprime tout son plaisir de pouvoir récompenser ainsi des travaux statistiques dont la haute valeur est appréciée, non seulement en France, mais à l'étranger.

Après quelques mots de remerciements de M. Gaston ROULLEAU, M. le PRÉSIDENT invite M. Charles Mourre à présenter, s'il y a lieu, des observations complémentaires relatives à sa communication insérée dans le dernier numéro du journal.

M. le baron Charles MOURRE estime que M. Babson, qui a tenté de prévoir les crises en donnant un coefficient d'importance à chaque indice statistique pour les États-Unis et en déterminant ensuite une résultante unique de ces divers signes, a employé une méthode ingénieuse, mais donnant très facilement prise à l'erreur. Bornant ses recherches aux États-Unis, M. Mourre a voulu montrer, après une étude de chaque indice statistique en particulier, tel que : recettes des chemins de fer, clearings, émissions, constructions de maisons, etc..., que ces diverses manifestations de la vie commerciale, par suite du progrès économique, suivent d'une année à l'autre une marche ascendante. Il devient alors difficile de savoir si cette progression reste contenue dans les limites normales ou, au contraire, si elle révèle une activité commerciale trop fiévreuse, prélude fatal d'une crise. De même, les prix sont influencés par la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie qui est une cause de hausse perpétuellement agissante.

Aussi M. Mourre est-il d'avis, sans négliger complètement les autres symptômes, de tenir compte avant tout de la situation monétaire qui indique avec précision l'état économique d'un pays. Aux États-Unis, où il n'existe pas de grande banque centrale, c'est le taux du papier commercial ou de l'argent à longue échéance qui montre le mieux les ressources monétaires du pays.

Dans la seconde partie de sa communication, M. Mourre, tout en constatant que les récoltes ont, sur la situation économique des États-Unis, une influence très sensible, déclare qu'il ne faut pas en exagérer l'importance. Les crises de 1903, 1907, 1910 sont survenues après de bonnes récoltes. En 1912, la récolte a été excellente et cependant la situation est actuellement très tendue.

M. Lucien MARCH dit qu'il a lu avec beaucoup d'intérêt la communication de M. Mourre sur les symptômes des crises commerciales aux États-Unis depuis une

dizaine d'années. Il désire seulement présenter quelques observations sur les points de vue généraux et, en particulier, sur les réflexions que M. Mourre vient de résumer. M. Mourre semble faire trop bon marché des indices économiques dont la tendance générale est un accroissement. Cet accroissement n'est jamais continu et, par conséquent, on peut tirer de bons enseignements des changements qu'il comporte. C'est ainsi que les prix des choses, tout en affectant une allure ascendante ou une allure descendante pendant de longues périodes, comportent des oscillations significatives. M. Mourre en fait d'ailleurs état, puisqu'il attache une grande importance au taux du loyer de l'argent qui n'est autre chose qu'un prix.

Les oscillations de cet indice signalent, à son avis, les crises commerciales, dont il note plusieurs dans la courte période considérée et pour le pays étudié. M. March rappelle que, dans la dernière séance, il a déjà insisté sur l'inconvénient d'assimiler des crises toutes particulières aux crises générales dont les effets dépassent infiniment les effets des crises spéciales.

Pour la détermination des crises générales, le taux des prêts sur papier commercial, le taux de l'escompte comme on l'appelle en Europe, est un élément particulièrement significatif. Parmi les courbes que publie régulièrement le *Bulletin de la statistique générale de la France*, un diagramme représente le mouvement du taux de l'escompte à Paris, Londres et Berlin, et ce mouvement concorde avec les alternances des crises générales. Toutefois, on peut douter que le taux de l'escompte constitue le meilleur indice. M. March rappelle qu'il a établi, il y a quelques années, une corrélation entre le mouvement de l'encaisse de la Banque de France dans une année quelconque et le taux de l'escompte *l'année suivante*. Dès lors, mieux vaut peut-être adopter comme indice fondamental le montant de l'encaisse plutôt que le taux d'escompte qui en dépend. Il est vraisemblable que ce dernier taux est déterminé sous la pression des faits économiques, mais il peut être influencé aussi par des préoccupations d'ordre extra-économique. C'est sans doute sous des impressions de cet ordre que la Commission des crises économiques, qui a fonctionné en 1908-1910 sous les présidences de M. Alf. Picard et de M. Pallain, n'a point retenu le taux de l'escompte parmi les indices essentiels dont il faut faire état dans l'étude des crises générales, tandis qu'elle a retenu le montant de l'encaisse des banques, le montant du portefeuille et le mouvement général des prix.

Mais j'accorderai volontiers à M. Mourre, dit l'orateur, que le taux du papier commercial à New-York et, en particulier, le taux moyen admis par les Banques associées pour le papier de premier ordre à une seule signature, constitue un excellent symptôme de l'activité économique aux États-Unis, il a l'avantage de faire connaître le prix de l'argent pour les opérations commerciales proprement dites.

M. ROULLEAU estime que le bilan hebdomadaire des banques associées de New-York donne de très précieuses indications sur la situation monétaire des États-Unis; le marché de New-York joue le rôle de réservoir central des disponibilités du pays, un peu comme les banques d'émission européennes, mais avec beaucoup moins de perfection. Il est donc d'un intérêt capital, comme l'expérience l'a prouvé depuis longtemps, d'en connaître la situation à défaut de celle de l'ensemble des banques nationales, pour lesquelles l'écart entre les dépôts et le portefeuille suit avec une fidélité remarquable les variations de l'activité économique des États-Unis.

Quant au loyer de l'argent sur le marché de New-York, il est connu quotidiennement à Paris par les variations du taux du « call money » (argent à vue). Par suite de l'absence d'un établissement central de réescompte permettant de recouvrer à tout moment la disponibilité des capitaux placés, il n'y a pas à New-York de grand marché de l'escompte. Les fonds disponibles y sont surtout employés en reports dont la durée est limitée à un jour par suite de l'organisation du Stock Exchange. C'est le taux de ces reports qui est surtout intéressant, si l'on a soin, bien entendu, de ne pas s'en tenir aux résultats d'une journée isolée où certains mouvements de Bourse peuvent provoquer de brusques et passagères oscillations qui ne faussent qu'en apparence la valeur de l'indice.

En terminant, M. Roulleau fait remarquer qu'on ne saurait considérer les États-

Unis comme le pays d'origine de toutes les crises économiques ; à l'exemple de la crise de 1907 il oppose celui de la crise de 1890-1891, qui éclata à Londres, et celui de la crise allemande de 1900. Tout récemment encore, les États-Unis, loin de troubler les marchés européens, sont venus en aide, au moyen de leurs capitaux, à certains d'entre eux et les ont préservés de graves difficultés.

M. Yves GUYOT ne veut présenter que quelques observations sur l'intéressante communication de M. le baron Mourre. Celui-ci a parlé des symptômes, mais a dédaigné les causes en disant, par exemple, que les récoltes pouvaient être considérées comme facteur négligeable. Cependant 2 millions de balles de coton de plus ou de moins font des différences dépassant 600 millions de francs. De mauvaises récoltes de maïs, de blé, de pommes de terre amènent des chiffres dont la répercussion sur toute la vie économique est considérable. Le cultivateur n'ayant pas de bénéfices est obligé, ou de s'endetter pour cultiver de nouveau, ou du moins de consacrer toutes ses ressources à sa culture et aux besoins essentiels de sa famille. S'il a une bonne récolte, au contraire, il fait de plus grands achats, augmente son outillage ; sa femme achète du linge et des toilettes ; enfin il peut avoir des fonds disponibles sur place. Sa prospérité détermine des demandes industrielles et des offres financières. La crise de 1907 est très instructive. En 1906 les chemins de fer américains avaient absorbé plus de 5 milliards de francs qui avaient été immobilisés en rails, en tunnels, en constructions, en machines. Cette activité avait provoqué d'autres immobilisations dans la métallurgie, etc. Les capitaux circulants, convertis en capitaux fixes, avaient perdu leur pouvoir d'achat. C'est le cas d'un homme qui, ayant 100.000 francs, en emprunte 30.000 et en immobilise 120.000 en constructions et outillage : il n'a plus assez de fonds de roulement ; il s'est étranglé. Il était évident que les chemins de fer ne pouvaient pas trouver des capitaux leur permettant de continuer. Dès le 16 mars il se produisit un effondrement des valeurs de chemins de fer à Wall Street. A partir du 1^{er} juillet les chemins de fer ne pouvaient plus placer un titre. Donc les commandes aux usines métallurgiques étaient arrêtées. Le prix des rails était maintenu à 28 dollars la tonne, mais pour l'exportation il était abaissé à 26 dollars. Au mois d'octobre, Baldwin, le grand constructeur de locomotives, avait licencié 8.000 ouvriers sur 20.000. La crise existait, elle provenait d'une trop grande consommation de capitaux. Au mois de septembre se manifestait le besoin annuel d'espèces pour l'Ouest, à raison des frais de la récolte et de son transport. La suspension des paiements du Knickerbocker Trust et la débâcle qui a suivi n'en ont été que l'effet.

M. le baron Mourre a posé comme principe que l'élévation du taux de l'escompte était un signe d'activité des affaires. Mais, dit M. Yves GUYOT, c'est, la crise une fois déclarée, que le taux de l'escompte atteint ses plus hauts cours. Le 24 octobre 1907, le taux de l'escompte de la banque d'Angleterre était de 4 % ; la semaine suivante il atteignit 5 % et, le 7 novembre, il fut porté à 7 %, niveau où il resta pendant longtemps.

M. le baron Mourre a parlé aussi de la hausse des cours comme symptôme de prospérité. M. Yves GUYOT répond que, si la récolte est mauvaise, les prix montent comme signe de détresse, non de prospérité.

M. WATELET signale comme élément perturbateur les événements politiques.

M. LESCURE présente les observations suivantes :

« On a proposé, il n'y a qu'un instant, comme symptômes des crises, la hausse des prix, la hausse de l'escompte. La crise serait caractérisée par la baisse des prix, par la baisse de l'escompte. Ces deux symptômes ne sont peut-être pas cependant les plus décisifs pour prévoir l'arrivée d'une crise. Car les prix peuvent ne pas baisser malgré l'arrivée d'une crise, et le taux d'escompte continue à s'élever pendant la crise, comme le remarquait très justement M. Yves Guyot. Depuis la constitution de trusts, en effet, les prix ne baissent pas toujours lors de l'intervention de la crise. C'est ainsi qu'en 1907 le trust de l'acier se refusa à modifier ses prix jusqu'en février 1909.

« Dans ces conditions, quel indice choisir ? Il ne paraît plus guère contestable que,

de toutes les branches de la production, la première atteinte, c'est la métallurgie. Et c'est la métallurgie, parce que la crise est caractérisée par un arrêt dans les créations ou les extensions d'entreprises. Dès lors, la statistique des commandes passées à la métallurgie mérite surtout de retenir l'attention. Et dès le début de 1907, aux États-Unis, la statistique des commandes passées au trust de l'acier accusait, par son fléchissement, l'arrivée d'une crise, alors que l'escompte se tenait toujours à un taux très élevé.

« En ce qui concerne la crise de 1907, elle fut annoncée aussi par un fléchissement des recettes nettes des chemins de fer, des recettes nettes et point des recettes brutes. Dans ces conditions, M. Hariman déclarait, au mois de mars ou d'avril, qu'il abandonnait ses projets d'extension de ses lignes de chemins de fer. A quoi bon construire des chemins de fer, si les recettes nettes, si le profit à attendre ne sont pas satisfaisants. Et il y eut là certainement une cause primordiale du ralentissement des affaires aux États-Unis. C'est dans ces conditions qu'en juillet 1907 le trust de l'acier pouvait, dans une note officielle, déclarer qu'on était à la veille d'une crise. Et cependant, encore en juillet, le taux d'escompte est très élevé. Il le sera encore en octobre-novembre pendant la phase monétaire de la crise, qui a surtout retenu l'attention. La crise était déjà là lorsque la crise monétaire éclata.

« M. le baron Mourre a prétendu qu'à l'heure actuelle les courbes, qui traduisent l'allure du mouvement économique, sont presque constamment ascendantes. C'est peut-être un peu exagéré, car nombre de courbes accusent un fléchissement à la suite de l'arrivée d'une crise. Je parlais, il n'y a qu'un instant, de la statistique des commandes de trust. De même, et logiquement, la courbe de la production de la fonte, de l'acier, traduit par un fléchissement la dépression économique dont la crise est le point de départ. La crise de 1907 a même été suivie d'une baisse énorme de la production sidérurgique aux États-Unis. De même, la statistique de la consommation des rails accuse une baisse considérable. Enfin il n'est pas jusqu'aux cours en bourse des valeurs à revenu variable, des valeurs industrielles, qui ne marquent la crise par un mouvement de baisse. Le *Commercial and Financial Chronicle* publie une statistique du cours moyen des actions négociées à la Bourse de New-York. Ce chiffre a passé, de 94,2 en 1906, à 85,8 en 1907 et 86,6 en 1908.

« Maintenant, pour ce qui est de la statistique des émissions aux États-Unis, des listings de New-York, elle a cessé d'être, aux États-Unis, un bon symptôme dans la période récente par suite de son gonflement artificiel. Pour être consultée avec fruit, elle mérite d'être rectifiée. La période 1907-1912 a été caractérisée par l'arrivée à échéance d'une grande quantité de bons à courte échéance (quatre ou cinq ans), placés pendant la période d'essor 1906-1907. Pour faire face à ces remboursements, les chemins de fer américains ont dû émettre des actions et des obligations. Ces émissions ne correspondent nullement à une nouvelle extension du réseau ferré américain, par conséquent à aucun essor industriel. Sous le bénéfice de cette observation, la statistique des émissions reste un bon symptôme de prévision de l'arrivée d'une période d'essor ou de l'intervention d'une crise, même aux États-Unis ».

M. MOURRE répond à M. Lucien MARCH que les prix étaient plus élevés en janvier 1912 qu'en janvier 1907. Cependant la situation était très malsaine en 1907 et très saine en 1912. M. March a fait observer que le taux de l'escompte pouvait, par suite d'influences diverses, être en progression continue, de sorte qu'il participerait aux inconvénients signalés pour les autres indices. M. MOURRE reconnaît que le taux de l'intérêt est en hausse constante depuis 1897, mais estime que ce mouvement n'est pas assez sensible pour atténuer la valeur significative du taux de l'escompte.

En réponse à M. ROULLEAU, M. le baron Charles MOURRE assure que les variations brusques et déconcertantes du call money ne reflètent pas la situation réelle. Ainsi le call money a atteint, le 4 janvier 1907, le taux de 21 % (moyenne entre le plus haut et le plus bas) et, le 25 janvier, 2,5 %; le 25 octobre 53 %, puis, le 29 novembre, 13 %. En ce qui concerne les bilans des banques associées, il renvoie à sa communication. Le taux du papier commercial est au contraire, d'après lui, un signe de la situation monétaire réelle.

M. MOURRE se déclare d'accord avec M. Yves GUYOT, qui a signalé la persistance de taux élevés au début de la liquidation des crises. Il est de même d'accord avec M. LESCURE en ce qui concerne la diminution de l'activité économique pendant la liquidation de la crise, et renvoie à sa communication. En terminant, M. Mourre insiste sur ce que, dans son opinion, la hausse des taux de l'escompte révèle, tant aux États-Unis qu'en Europe, une situation dangereuse.

M. le PRÉSIDENT rappelle l'influence des trusts et la déformation des statistiques américaines qui peut résulter de l'action de ces associations. Il remercie les précédents orateurs et donne la parole à M. Émile BOREL pour sa communication sur des considérations statistiques concernant le taux de l'intérêt.

M. Émile BOREL rappelle quelques définitions relatives au prêt à intérêt et met en évidence la *cause*, déterminée par Irving FISHER, de l'avantage que présente l'échange d'une somme contre une autre somme équivalente à des dates différentes. Il rappelle aussi la possibilité théorique d'un revenu constant pour le capitaliste dans l'hypothèse d'un taux de capitalisation indéfiniment décroissant et d'une réalisation des bénéfices obtenus sur les cours. Enfin, il dégage la notion de « taux pur », c'est-à-dire du taux de l'intérêt qu'un capitaliste pourrait théoriquement recueillir sans aucun risque et sans aucun travail. Le taux de l'escompte de la Banque de France est celui qui se rapproche le plus de ce type idéal. Le taux de capitalisation des rentes françaises, quoique un peu supérieur, a varié dans le même sens entre 1811 et 1910. Ils ont été relativement stables. Malheureusement, on ne peut remonter plus loin dans le passé pour continuer cette étude; mais il paraît vraisemblable à M. BOREL que les mêmes conditions se trouveront réalisées dans l'avenir. Aussi peut-on, dans l'état de civilisation qui paraît assuré, examiner le problème suivant : « que deviendrait, au bout d'un certain nombre de siècles, une somme placée à intérêts composés au taux pur » ? Elle atteindrait des proportions absurdes tant elles seraient énormes. Quatre hypothèses peuvent empêcher la réalisation de cette conséquence matériellement impossible :

- 1° Baisse rapide du taux de l'intérêt ;
- 2° Cataclysme financier ;
- 3° Augmentation de la richesse mondiale rendant relativement faible une fortune d'un milliard ;
- 4° Diminution du pouvoir d'achat de la monnaie.

M. BOREL croit que ces hypothèses peuvent se réaliser en partie et simultanément. Il conclut qu'en tout cas le prêt à intérêt ne suffirait pas pour développer d'une manière considérable la richesse d'un pays.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Émile BOREL de sa très intéressante communication et déclare la discussion ouverte.

M. ROULLEAU, à propos des taux d'escompte de la Banque de France cités par M. BOREL, fait observer que la fixité du taux de 4 %, pendant la période allant de 1820 à 1847, est due à ce que la Banque, à cette époque, réglait la distribution du crédit, non pas par les variations du taux, mais par la réduction du montant des bordereaux présentés, lorsqu'elle jugeait les demandes trop abondantes. Il pouvait alors s'établir, à côté du taux officiel de l'escompte, un taux courant sensiblement plus élevé, ce qui restreint, dans une mesure sans doute peu importante, pour cette période, la portée des moyennes établies.

Au sujet de l'accumulation des intérêts composés d'un capital pendant une longue période, M. ROULLEAU ne croit pas que, même sans parler de l'amortissement inévitable de tout capital engagé dans un emploi productif, on puisse citer des placements prétendus perpétuels qui, dans la durée de trois ou quatre siècles, n'aient pas disparu par suite de quelque catastrophe financière ou politique.

M. Charles LAURENT signale les cas assez récents de destruction de capitaux, même placés sous forme de rentes. Il insiste sur la variation de valeur relative du capital résultant, non seulement des variations des prix, mais encore des changements survenus dans le niveau général du bien-être et des besoins.

M. Yves GUYOT estime qu'un pays ne s'appauvrit pas dans la fonction de rentier, puisqu'il fournit aux autres pays le moyen de lui acheter ses propres produits.

MM. BOREL et BARRIOL font observer que M. Yves GUYOT considère alors un pays, non seulement rentier, mais aussi producteur. M. BARRIOL ajoute que les variations survenant en fait dans le taux de l'intérêt rendent impossible la constance de la capitalisation à intérêts composés. Il cite des exemples de cessation de paiement d'intérêts.

M. le PRÉSIDENT rappelle l'importance de l'élément sécurité qui donne nécessairement un caractère purement théorique à toute discussion sur le taux pur.

M. DESCHAMPS demande si la destruction des richesses que représentent les sommes entraîne une perte de capital. M. BOREL répond qu'il se place dans l'hypothèse de placements ne présentant aucun risque, donc dans un domaine idéal.

A une observation d'après laquelle les réserves de compagnies d'assurance réaliseraient l'hypothèse de M. BOREL, MM. BARRIOL et LE VASSEUR répondent que ces réserves, lorsqu'elles prennent un très grande importance, sont souvent distribuées en partie aux assurés. Ces réserves ne sont souvent que la contre-partie de risques qui en imposent parfois la réduction. Les compagnies éprouvent d'ailleurs parfois de grandes difficultés pour leurs placements.

La prochaine séance est fixée au mercredi 21 mai.

Sur l'observation de divers membres, la discussion de la communication de M. Bellom ne peut être faite utilement qu'après l'insertion au journal et elle est remise à une date à fixer dans la séance qui suivra celle de cette insertion. L'ordre du jour de la prochaine est fixé comme suit :

Observations sur les statistiques des États de l'Union Nord-américaine, par M^{lle} Lydie DE PISSARCEVSKY.

Le revenu du Royaume-Uni d'après le Censur de production, par M. Yves GUYOT.

La natalité à Paris, par M. le D^r Jacques BERTILLON.

Les populations de l'Algérie, par M. Paul MAURIOT.

La séance est levée à 23^h 15.

Le Secrétaire général,
Alfred BARRIOL.

Le Président,
Gaston CADOUX.

II

RAPPORT PRÉSENTÉ AU NOM DE LA COMMISSION DU PRIX BOURDIN (1)

Par M. Alfred NEYMARCK

ANCIEN PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

MES CHERS COLLÈGUES,

En me chargeant encore de vous présenter le rapport sur le prix Bourdin à décerner cette année, vous me faites un grand honneur dont je vous remercie, mais il me semble, permettez-moi de le dire, qu'en ne changeant pas de rapporteur, on pourra penser que :

L'ennui naquit un jour de l'uniformité.

Notre cher et regretté ancien président E. Cheysson qui de 1889 à 1907 fut chargé de ce rapport, dont il s'acquitta avec un charme, une élégance et une science incomparables, disait : « Tout passe, tout lasse, tout casse » — « Et c'est

(1) Cette commission est composée de MM. Cadoux, président ; Barriol, secrétaire général ; de Foville et Alfred Neymarck.

« justice; quand on a épuisé sa sève à traiter le même sujet, il faut passer la main à d'autres qui le rajeunissent. »

Quoi qu'il en soit, mes chers Collègues, j'ai obéi à votre invitation flatteuse. C'était, s'il avait pu jamais l'oublier, rappeler encore à votre rapporteur le souvenir du D^r Bourdin, un des fondateurs de notre Société, l'un de ses plus fidèles collaborateurs, l'un de ses présidents les plus autorisés; c'était à travers la chaîne des années, renouer son nom à celui d'Émile Cheysson. C'était, enfin permettre à votre rapporteur, s'il ne les avait pas eus présents encore à la mémoire, de relire les travaux de notre Société pendant les années 1910, 1911, 1912 et de s'instruire encore en relevant, la plume à la main, les communications, les discussions, observations publiées, échangées ici-même pendant cette période triennale.

Quand la commission chargée d'établir les conditions d'attribution du prix Bourdin fixa les règles à suivre, elle décida, après de nombreuses propositions, que les travaux qui n'avaient pas une originalité propre, devaient tout d'abord être écartés : quelle qu'en fût la valeur, on ne devait retenir que les travaux de « première main ». C'était déjà une grosse difficulté qu'elle soulevait, car sur des travaux qui ne sont pas personnels, un statisticien, un économiste, peut présenter des observations judicieuses pouvant provoquer de nouvelles études en relevant des faits auxquels l'auteur lui-même n'a pas songé; des travaux de « seconde main » ont parfois des qualités plus grandes que d'autres de « première main ». La Commission ajouta à cette première difficulté, une autre règle fort juste, mais très pénible : elle édicta qu'il fallait éliminer du concours, les études, communications, articles, travaux, quels qu'ils soient et quel qu'en fût le mérite, des membres du bureau, ceux des anciens présidents, et ceux des anciens lauréats. Décision juste, sans aucun doute, mais très dure pour le rapporteur qui se trouve obligé de faucher impitoyablement les plus belles fleurs du jardin que nous cultivons avec autant d'ardeur que d'amour. La commission ne se doutait pas, assurément, que pour rendre le travail du rapporteur plus pénible encore, les membres du bureau, les présidents en exercice et les anciens présidents, les anciens lauréats, continueraient comme par le passé, à semer, dans notre jardin de chiffres, c'est-à-dire à travailler, et que leurs travaux continueraient ainsi à servir d'exemple aux autres membres de la Société.

Cette constatation, mes chers Collègues, je la faisais, il y a deux ans, dans mon rapport sur le prix à décerner pour les trois années 1907, 1908, 1909 : ce prix fut attribué, vous vous le rappelez, à notre cher collègue Maurice Yvernès, bien digne de son père, notre regretté président E. Yvernès.

Aujourd'hui je fais encore la même constatation pour l'attribution du prix à décerner pour le meilleur travail publié par la Société de Statistique pendant les années 1910, 1911, 1912.

Votre rapporteur a dû éliminer, tout d'abord, les travaux que notre Maître à tous, celui qui a été ravi à notre affection respectueuse, à notre admiration et à celle des statisticiens et économistes du monde entier : Émile Levasseur. Jusqu'au dernier jour, M. E. Levasseur a travaillé pour la Statistique et pour notre société, jusqu'au dernier jour, il nous est resté fidèle et je suis votre interprète à tous en disant que nos pensées iront toujours à lui. La Société de Statistique lui conservera toujours un souvenir ému et reconnaissant, elle n'oubliera pas ce qu'il a fait pour

elle, pour la science et les études qui nous sont d'autant plus chères qu'il nous a appris à les aimer.

Il a fallu ensuite éliminer du concours les communications et travaux de nos anciens présidents et président actuel, Yves Guyot, D^r Jacques Bertillon, Schelle, March, Desroys du Roure, Cadoux, puis ceux d'anciens lauréats, Maurice Bellom, Meuriot, L. Salefranque.

Puis, ces éliminations faites, le jury se trouvait en présence de travaux importants de vice-présidents ou membres du Conseil de la Société, comme ceux de MM. Huber, Malzac, Delamotte, Jules Bernard, Bunle et j'ajouterai, — car c'est un véritable travail de statistique auquel il se livre chaque jour et qu'il résume chaque année et fait approuver par chacun de nous, — notre trésorier-archiviste, le fidèle gardien, le cerbère de notre budget, M. Paul Matrat.

Voilà donc tout d'abord quinze noms de statisticiens que le rapporteur en vertu de votre sévère jurisprudence devait éliminer ; mais en rappelant leurs noms, il peut dire qu'après les avoir relus encore, il a éprouvé le même charme qu'après les avoir lus et entendus la première fois ; leurs travaux méritaient votre approbation.

Le Journal de la Société de Statistique est, en réalité, une mine inépuisable de faits, de chiffres, d'études consciencieuses et bien faites. Aussi n'est-ce pas sans inquiétude que le jury, après avoir fait les éliminations obligatoires, se demandait s'il se trouverait encore des travaux sur lesquels son choix pourrait se porter. Il se rassura bien vite quand le rapporteur eut rappelé ceux qui ont été publiés ou présentés de 1910 à 1912 par Messieurs (Je cite par ordre alphabétique) :

Cordt-Trop, sur les Elections communales de Copenhague ;

Dugé de Bernonville, sur la loi d'Assistance aux vieillards, infirmes et incurables, sur les Institutions d'assistance publique en Angleterre et en Allemagne ;

De Goy, sur les Subventions de l'État et la mesure de leur effet utile au point de vue départemental ;

Max Lazard, sur le Coefficient du risque professionnel de chômage ;

D^r Lowenthal, sur l'État sanitaire en Russie ;

Juillerat, sur l'Application de la Statistique à l'assainissement des villes ;

Niceforo, un mémoire sur la Contribution à l'étude des corrélations entre le bien-être économique et quelques faits de la vie démographique ;

M^{lle} de Pissargevsky, sur les Résultats d'une enquête sur les recettes et les dépenses de familles d'ouvriers finlandais ; puis deux mémoires sur les Rapports des salaires des deux sexes et sur les recensements de divers pays ;

D^r Raffali, Monographie au point de vue démographique de la commune de Seillans ;

Risler, sur le Coût de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes ;

Roulleau, sur la Recherche d'une méthode rationnelle de représentation proportionnelle ; puis une seconde communication sur la Production et les mouvements internationaux des métaux précieux au début du vingtième siècle ;

Ed. Théry, sur la Banque de France de 1897 à 1909 ; sur les Annuités successorales et la Fortune de la France ;

De Ville-Chabrolle, sur les Mouvements de la population industrielle en Allemagne et en France de 1897 à 1907.

Le jury craignait une disette de mémoires : il se trouvait en présence d'une abondance et d'une véritable richesse de productions, études, communications, pré-

sentant le plus vif intérêt; il lui fallait faire un choix, alors que tous ces travaux étaient méritoires et que leurs auteurs devenaient, à leur insu, candidats. Ce n'est pas une médaille, mais plusieurs médailles, que le jury aurait voulu décerner; mais il lui fallut se décider.

Son choix unanime se porta sur un de nos confrères qui a déjà rendu beaucoup de services à la Société de Statistique et à la Statistique et en rendra encore : M. Roulleau, sous-chef du service des Études économiques à la Banque de France, et qui pendant trois années a été le secrétaire de nos séances.

M. Roulleau fait régulièrement les chroniques trimestrielles de « banques, changes et métaux précieux », en suivant les traditions de notre regretté collègue Pierre des Essars; il est intervenu, à diverses reprises, dans les discussions de notre Société en présentant de judicieuses observations sur la valeur et la nature des biens transmis par successions et donations; sur les voix non représentées aux élections de 1910, sur la statistique du chômage, sur les rapports de la production de l'or et des index-numbers de « The Economist » et de Sauerbeck. Ces travaux, à eux seuls, méritaient déjà l'attention du jury, mais M. Roulleau nous a fourni deux mémoires, l'un sur la Recherche d'une méthode rationnelle de représentation proportionnelle; l'autre, plus intéressant encore, plus documenté et d'un attrait et d'une utilité scientifiques et économiques considérables, sur la Production et les mouvements internationaux des métaux précieux au début du vingtième siècle.

Dans ce travail auquel il faudra toujours se reporter quand on voudra avoir des chiffres sûrs, notre collègue a examiné successivement les mouvements dans le monde entier de la production de l'or de 1901 à 1910; les encaisses-or des divers États; la production et les mouvements de l'argent et les encaisses-argent; son remarquable travail a donné lieu à un échange d'observations et de discussions non seulement dans notre Société, mais dans le monde économique et financier en France et à l'étranger.

Vous vous associerez, Messieurs, nous en sommes certains, à la décision de votre jury. En attribuant la médaille Bourdin à M. Roulleau, votre jury a tenu à récompenser un travailleur modeste et instruit, qui rend beaucoup de services à la Banque de France, où, vous le savez, sous la haute administration de notre éminent collègue M. le gouverneur Pallain, on fait et on sait faire de si bonnes et de si utiles statistiques, et nous espérons que M. Roulleau, après avoir accepté cette modeste médaille dont sont si fiers ceux qui en ont été jugés dignes, donnera encore à la Société de Statistique et à la Statistique tout entière des travaux aussi utiles que ceux que nous vous signalons

Paris, le 12 février 1913.

Le Rapporteur, ancien Président,
Alfred NEYMARCK.
